



Une manifestante affirme avoir été blessée par un policier du SPVM infiltré parmi les militants *Page A 3*

**Sur la route** jusqu'au bout de l'année *Page B 5*

**Réfugiés syriens** Un brunch pour bâtir des ponts entre Damas et Montréal *Page A 5*

www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

VOL. CVI N° 290

LE DEVOIR, LE LUNDI 21 DÉCEMBRE 2015

1,13 \$ + TAXES = 1,30 \$

SÉRIE UN HIVER AVEC FÉLIX LECLERC



JACQUES NADEAU ARCHIVES LE DEVOIR

Les batailles de boules de neige (quand il y en a!) organisées dans les parcs de Montréal contribuent au nouvel hiver urbain, animé et assumé.

## Une nordicité renouvelée... et assumée

Le Devoir lance aujourd'hui la série Un hiver avec Félix Leclerc qui, jusqu'au 31 mars prochain, explorera des mutations, des perspectives, des enjeux sociaux, politiques ou culturels du Québec en s'inspirant d'une chanson de l'artiste. Aujourd'hui, la nordicité comme nouvelle source de fierté, sur l'air des Soirs d'hiver.

FABIEN DEGLISE

Les soirs d'hiver passés à chanter, pour chasser le diable qui rôde, sont bien loin... L'hiver maudit, l'hiver subi, ce ne serait plus valable pour toute une génération de Québécois, principalement urbaine, qui a décidé d'apprivoiser sa nordicité, de la pratiquer en déjouant le froid et la

nuit précoce, de la lustrer dans le sens du sauna en plein air, du vélo d'hiver, des grands rassemblements en musique et à l'extérieur pour en tirer une étonnante source de fierté, plutôt que de la nier, comme d'autres avant eux. Et tout ça en devient plutôt rafraîchissant, estime Da-



niel Chartier, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur l'imaginaire du Nord, de l'hiver et de l'Arctique de l'UQAM. « Quelque chose a changé ici par rapport à l'hiver depuis une quinzaine d'années, dit le spécialiste des représentations nordiques. L'hiver n'est

plus vécu comme un ensemble de contraintes qui invitent au départ, à la migration, à la réclusion et à la protestation, mais plutôt comme une source de possibles à explorer, à exploiter. Au lieu de s'en plaindre, on se demande ce que l'on peut faire de bien avec. Et c'est un phénomène complètement neuf. »

Cette mutation face à l'hiver et au froid aurait des racines

VOIR PAGE A 8 : HIVER

**Lire aussi** · Un pont Félix-Leclerc. Une chronique de Jean-François Nadeau. *Page A 3*

## Les Espagnols bousculent l'ancien système

Les conservateurs remportent les élections, mais les petits partis font des gains spectaculaires

MARIE-MICHÈLE SIOUI

Les Espagnols ont donné dimanche la victoire au Parti populaire (PP) du premier ministre sortant, Mariano Rajoy, mais ils ne lui ont pas accordé la majorité, et encore moins les rênes d'un nouveau gouvernement. L'élection, l'une des plus indécises que l'Espagne ait connues, a cependant fait ressortir une certitude: le pays a bel et bien tourné le dos à ses partis traditionalistes.

Officiellement, le PP a remporté les élections générales. Mais avec 28,7% des voix et 123 sièges au Parlement, le parti conservateur est loin de la majorité absolue, qui requiert 176 sièges sur les 350 disponibles. Derrière le PP, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), lui aussi bien implanté dans le paysage politique, a récolté 90 sièges.

Dans un contexte de crise économique et de corruption, ce sont donc les nouveaux partis qui ont émergé: Podemos, parti d'extrême gauche né il y a moins de deux ans de l'impulsion du mouvement des Indignés, a obtenu 69 sièges. Ciudadanos, jeune parti centriste

VOIR PAGE A 8 : ESPAGNE

**Lire aussi** · Ambiguïtés espagnoles. Une chronique de François Brousseau. *Page B 1*

POINT CHAUD

## Chacun peut (et devrait) donner

Pour le président de BMO Groupe financier, L. Jacques Ménard, la philanthropie est un des devoirs du citoyen

KARL RETTINO-PARAZELLI

On entre dans le bureau de L. Jacques Ménard comme dans un musée. Les photos et les objets disposés aux quatre coins de la somptueuse pièce couverte de boiseries témoignent d'une rencontre ou d'un moment de sa vie consacré à l'une des nombreuses causes qu'il a choisi de soutenir. L'endroit en dit long sur le parcours atypique d'un banquier engagé, qui livre ici sa vision de la philanthropie en cette période de l'année où les appels à la générosité se multiplient.

Le président du conseil d'administration de BMO Nesbitt Burns et président de BMO Groupe financier au Québec affirme qu'il consacre 20% de son temps à des tâches qui n'ont rien à voir avec son métier. Il siège à de nombreux conseils d'administration (Orchestre symphonique de Montréal, Fondation Macdonald Stewart, Robotique FIRST Québec) et préside celui de l'organisme Fusion Jeunesse.

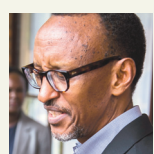
VOIR PAGE A 8 : DONNER

### AUJOURD'HUI



**Le Monde** · Une figure du Hezbollah tuée dans un raid attribué à Israël en Syrie. L'État hébreu n'a pas revendiqué les bombardements en banlieue de Damas. *Page B 1*

**Société** · Interdire le cryptage pour attraper les méchants? Fabien Deglise s'inquiète des effets de l'hypertransparence. *Page B 3*



**Le Monde** · Les dirigeants africains s'accrochent au pouvoir. Au Burundi comme au

Rwanda, les présidents refusent d'être remplacés. En éditorial, Guy Taillefer leur demande d'apprendre à partir. *Pages A 6 et B 1*



Avis légaux..... B 4  
Décès..... B 6  
Météo..... B 5  
Mots croisés..... B 5  
Petites annonces..... B 6  
Sudoku..... B 2

# Un message du Syndicat des Cols bleus regroupés de Montréal

Chers Citoyens, Citoyennes

Depuis la tenue de nos deux grandes assemblées générales des 25 novembre et 8 décembre 2015, réunissant chacune près de 4000 membres, beaucoup de choses erronées ont été véhiculées à notre sujet. Voici les faits:

Le 25 novembre, en accord avec nos affiliations syndicales (SCFP National, FTQ, SCFP-Québec, CRMM-FTQ et CPSM), qui depuis octobre nous ont accordé des votes d'appuis unanimes face à l'attaque sans précédent que le gouvernement du Québec s'apprête à asséner aux travailleurs et travailleuses municipaux du Québec, les travailleurs que nous représentons ont décidé à 96%, par vote secret, de prendre tous les moyens nécessaires afin de se défendre contre cet abus de pouvoir, qui nous enlèverait définitivement le droit sacré à la libre négociation, prévu dans le Code du travail du Québec depuis 1964.

Le 8 décembre, de façon à favoriser nos membres de tous les quarts de travail, nous tenions une autre assemblée spéciale de courte durée, de façon à compléter le travail d'approbation de la liste de nos revendications, dans le cadre de la 2e phase des négociations prévues à la Loi 15 sur les régimes de retraite, à compter de janvier 2016. De plus, nous informions nos membres de l'enjeu considérable du pacte fiscal.

Dans ce contexte, que certains cols bleus du quart de jour aient choisi de participer à leur frais à cette assemblée n'a rien de surprenant, compte tenu :

Des récentes annonces de transferts de millions de dollars de budgets d'activités faites par les Cols Bleus vers des travaux octroyés au privé, malgré les recommandations de la commission Charbonneau et les engagements électoraux du maire Coderre.

De l'imposition de la Loi 15, et ce, en dépit de l'initiative de notre section locale d'accepter des concessions majeures afin d'alléger le fardeau des dettes contractuelles cumulées par la Ville face à notre Caisse de retraite.

Que depuis 30 ans, nous nous sommes appauvris de 18% face au salaire moyen canadien. Vous comprendrez notre frustration, quand on voit les dirigeants de notre société se remplir effrontément les poches et celles de leurs amis...

**Pour nous, tout cela est inacceptable !**

Lors de ces assemblées, nous avons expliqué qu'historiquement, ce n'est qu'en 1944 que notre syndicat fut reconnu pour représenter les employés manuels de la Ville de Montréal, et ce, après de nombreuses grèves illégales. Nos syndicats furent longtemps considérés illégaux. Ce n'est qu'à l'été 1964, qu'on a enfin obtenu dans le Code du travail, le droit à la libre négociation et le droit de grève légale, scellant ainsi le Pacte social. Et cela, après de nombreux débrayages illégaux afin de se faire entendre et respecter.

Quant à la fameuse manifestation qui s'est tenue à la maison de la présidente de l'UMQ, organisée par le CPSM, représentant les 32,000 employés du secteur municipal affiliés au SCFP-Québec, une délégation de notre section locale y a participé dans le cadre d'un pique-nique en plein air, pacifique et musical, à plusieurs mètres de la résidence, sans aucun geste déplacé, étant nous-mêmes des pères et des mères de famille. Pour nous, il est important de mettre l'accent sur celles et ceux qui ont osé signer unilatéralement ce Pacte fiscal, incluant une clause aussi anti-démocratique, derrière le dos et sans tenir compte de la juridiction du ministre du Travail, censé être le gardien de la Paix industrielle au Québec.

Malgré les protestations courageuses du maire Marc Demers de Laval, le gouvernement a quand même procédé au projet de loi. Pour nous, c'est une attaque sans précédent des droits fondamentaux reconnus par la constitution. Nous croyons, que cette tentative de Loi promise pour le mois de mai aux maires, justifie d'agir avant d'être mis devant le fait accompli.

Nous ne resterons pas les bras croisés. Cette bataille, qui est celle de notre syndicat et de tout le mouvement syndical, n'est pas contre la population, dont nous sommes, mais contre une injustice profonde.

Citoyens, Citoyennes, joignez-vous à nous pour contrer et dénoncer la dilapidation de nos biens et de nos services collectifs !

Le Syndicat des Cols bleus regroupés de Montréal, SCFP - 301



# ACTUALITÉS

## Un pont Félix-Leclerc

Cette chronique, la dernière avant le 11 janvier, s'inscrit dans la série Un hiver avec Félix Leclerc. Jusqu'au 31 mars, à l'initiative de mon collègue Fabien Deglise, cette série entend explorer des mutations, des perspectives, des enjeux sociaux, politiques ou culturels du Québec contemporain, en prenant appui sur des éléments tirés de l'œuvre de l'artiste disparu en 1988. Ici aujourd'hui, une brève réflexion à propos d'un vieux malaise culturel.

JEAN-FRANÇOIS NADEAU



**L**e fou de l'île est un livre dont la tête est tendue vers le ciel de l'amour, mais dont les pieds restent accrochés à l'aube. Le manuscrit fut d'abord refusé par des éditeurs canadiens. En 1958, désormais connu, Félix Leclerc finit par trouver une bonne place au programme d'un grand éditeur français.

Dans la réclame rédigée à Paris pour assurer la promotion du *Fou de l'île*, Félix est présenté comme «rude». On ajoute qu'il écrit «dans une langue drue», mais néanmoins «savoureuse». Et l'éditeur de tenter d'embrayer la mécanique de sa réclame en grande vitesse en situant l'auteur mal léché et mal peigné quelque part entre la géographie de la parole de Jean Giono et celle de Charles Trenet.

Il se trouve donc publié à Paris chez Denoël, éditeur notamment de Céline. Au sortir de la guerre, Robert Denoël a été assassiné. La maison où publie Félix appartient désormais à Gaston Gallimard. Aussi bien dire qu'il n'est pas relégué du tout à la marge de la littérature, pas plus d'ailleurs que son ancien compagnon de radio Yves Thériault, en lice cette même année 1958 pour le prix Goncourt.

Bien installé en France, connu et apprécié d'un vaste public là-bas comme au Canada, Félix a ceci de particulier qu'il s'écarte du rapport difficile qui d'ordinaire prévaut entre les intellectuels de son pays et l'Europe. Ce rapport, très souvent, est de l'ordre de la névrose. Il témoigne à tout le moins d'une profonde insécurité identitaire.

Des Canadiens partis étudier en Europe jouent les ours insensibles au monde d'émotions qui s'ouvre pourtant à eux. D'autres ressemblent à des naufragés affolés, flottant à la dérive au milieu d'une mer culturelle qui les avale faute pour eux de parvenir à y nager. De retour d'Europe, André Laurendeau dira avoir mis cinq ans pour que la blessure de ce contact culturel se cicatrise enfin.

Il me semble que, à l'orée des années 1960, Félix offre un dénouement heureux à ce rapport identitaire trouble. Il ouvre la voie à un rapport plus décomplexé de la culture québécoise à la culture européenne. Comment?

Dans *Moi, mes souvenirs*, un livre autobiographique, Leclerc raconte qu'au cimetièrre du Père-Lachaise, il vole un jour une lettre de métal arrachée à la tombe de Jean de La Fontaine. «Elle était presque tombée, une vieille vis de trois siècles la retenait à peine, elle tombait, la pauvre lettre, alors je l'ai respectueusement arrachée

et l'ai foutue dans ma poche. Ne vous demandez plus où elle est, c'est moi qui l'ai bel et bien volée, j'en demande pardon. Elle est ici sur mon mur dans mon grenier du Canada, au bord du lac des Deux-Montagnes et j'en prends grand soin.» Ce «e» volé, on le voit bien dans un film d'époque tandis que Félix se trouve à son ouvrage. Il me semble que cette histoire indique déjà une attitude nouvelle: il n'y a pas à craindre d'avancer tête haute auprès de La Fontaine, Verlaine, Villon et autres, étant entendu que ce sont nos frères de culture.

Félix Leclerc avance au monde, sans jamais oublier qu'il vient d'un pays québécois qui s'enracine près d'un énorme pont déjà tombé deux fois. Hélas, l'avenir de ce pays semble souvent se limiter, comme il l'écrit lui-même dans *Notre sentier*, à «l'espérance de le voir tomber une troisième».

En ce pays où l'histoire est souvent mise en attente, Félix fait pour ainsi dire le pont entre l'Amérique et la France. Il est sans doute le premier artiste tout comme le premier intellectuel venu du Canada français qui se montre capable d'intérioriser ces deux pôles constitutifs de son identité sans que l'un éprouve le besoin de tuer l'autre.

Mieux que quiconque, ce poète me semble annoncer avec panache qu'un autre modèle culturel moins inhibé se met en place à l'aube des années 1960. Le barde de l'Île d'Orléans ne va pas constituer pour rien, presque à lui seul, une plateforme nationale d'où se projettent ses successeurs. Félix connaît mieux que quiconque l'importance de débloquent les portes de la création grâce à l'assurance d'une existence culturelle pleine et assumée.

Félix s'affranchit des habitudes reniements qu'encourage la mélancolie culturelle québécoise. Il apparaît dégagé de l'idée qu'une grande culture ne sait que faire de sa périphérie et vice versa. Même s'il pose en paysan meneur de bœufs et qu'il n'utilise que trois accords de guitare pour s'accompagner, Félix Leclerc apparaît à cet égard nettement plus moderne que ses devanciers.

Nous réussissons mieux nos paysans que nos intellectuels, disait André Laurendeau dans une réflexion célèbre consacrée à ceux qui, au début des années 1960, étaient encore appelés les «retours d'Europe». Le premier, Félix va trouver à unir par un pont culturel original le paysan et l'intellectuel d'ici.

Mais il y a ceci de particulier aujourd'hui que les avancées de cette alliance enfin décomplexée qu'annonçait Félix apparaissent remises en question au nom d'un horizon qui se prétend universel mais dont les seuls éclats, la plupart du temps, appartiennent au miroir brisé d'une culture waldtynnéifiée.

administrateurs d'Air Canada. Air Canada a affirmé que l'AIMTA recommanderait à ses membres de voter en faveur de l'accord et l'entreprise fera de même avec le conseil d'administration pour que ses clauses entrent en vigueur rapidement. Il s'agit de la sixième entente conclue avec les syndicats représentant divers travailleurs d'Air Canada, et la troisième qui est d'une durée de dix ans. La précédente série de négociations entre les syndicats et la direction d'Air Canada, il y a dix ans, était parmi les plus acrimonieuses de l'histoire. Elle avait mené à une grève illégale de 12 heures chez les bagagistes et le personnel au sol qui avait perturbé les vols.

La Presse canadienne

## Le Front commun révèle les détails de l'entente avec le gouvernement

MARIE-MICHÈLE SIOUI

**L**es représentants des 400 000 travailleurs du secteur public membres du Front commun ont présenté dimanche l'entente de principe qu'ils ont conclue jeudi avec le gouvernement. Celle-ci prévoit des augmentations de salaire pouvant aller jusqu'à 10,25% sur cinq ans et fait passer l'âge de la retraite sans pénalité actuarielle à 61 ans à partir de 2019.

«Tout au long de cette négociation, le Front commun a fait valoir deux priorités: stopper l'appauvrissement des salariés du secteur public et mettre fin au retard salarial avec les autres travailleurs québécois», a rappelé le président de la Confédération des syndicats nationaux, Jacques Létourneau. «Nous avons bien sûr fait des compromis, mais nous avons surtout forcé le gouvernement à sortir de son cadre financier initial.»

L'entente, conclue au terme de négociations qui ont duré plus d'un an, ne marque pas la fin des hostilités entre le gouvernement et ses employés membres du Front commun. Ces derniers doivent encore approuver les modalités de l'accord au cours d'assemblées générales prévues au retour du congé des Fêtes.

**Les employés «gagnants»**

Quand même, les travailleurs «sortent gagnants» de cette longue négociation, ont estimé les porte-parole syndicaux,

### Poursuite des travaux en 2016 pour la FAE

D'un commun accord, le Comité patronal de négociation des commissions scolaires francophones et la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) ont décidé dimanche de poursuivre les travaux à la table de négociation sectorielle au retour du congé des Fêtes. «La FAE prendra le temps nécessaire afin d'en arriver à une entente négociée et satisfaisante», a

fait savoir la Fédération, qui représente 34 000 enseignants répartis dans huit syndicats. Des assemblées générales doivent avoir aussi lieu durant la deuxième semaine de janvier afin que les divers syndicats présentent un bilan de la situation aux membres. Entre-temps, les négociations entre la FAE et le Conseil du Trésor se poursuivent à la table intersectorielle.

### Une mobilisation sans précédent

Tour à tour, les représentants de syndicats se sont félicités d'être parvenus à mobiliser leurs membres, puis la population. «On était inquiets en début de négociations [...] parce que le gouvernement avait placé les pions de façon à récupérer tellement de choses que ça aurait créé un impact sur les services publics», a confié Daniel Boyer, de la Fédération des travailleurs du Québec.

Si le Front commun est parvenu à faire abandonner la majorité des demandes gouvernementales aux tables sectorielles — par exemple les changements dans les ratios maîtres-élèves et l'abandon des primes de soir pour les infirmières —, c'est grâce à la «mobilisation historique» de ses membres, a estimé le porte-parole.

Dans les six premiers mois de l'année financière en cours, le gouvernement Couillard a dégagé un surplus de 1,7 milliard de dollars. Si certains y ont vu une explication à l'affaiblissement de la posture du

gouvernement, les porte-parole syndicaux n'ont pas privilégié ce raisonnement. Ils ont préféré attribuer la conclusion d'une entente à l'appui populaire et à la mobilisation de leurs membres. Ce sont d'ailleurs ces membres qui auront le dernier mot sur l'entente, qu'ils ont le choix d'accepter ou de rejeter.

Advenant une approbation, la lutte des syndicats contre les mesures d'austérité du gouvernement continuera, ont quand même prévenu les dirigeants syndicaux. «Depuis son élection, le gouvernement libéral s'acharne à couper dans tous nos services publics afin de pouvoir allouer des baisses d'impôts aux entreprises et aux mieux nantis de notre société. Les impacts de ces compressions budgétaires se font de plus en plus sentir auprès de la population. Nous continuerons à mettre tout en œuvre afin de préserver nos services publics contre un tel démantèlement», a ainsi fait savoir le Front commun.

Le Devoir



À propos de la présence d'agents infiltrés, le porte-parole du SPVM répond que «cela fait partie de [ses] stratégies».

## Agents infiltrés dans les manifestations: le SPVM fera le point

MARIE-MICHÈLE SIOUI

**L**e Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) doit faire le point en ce début de semaine sur la présence possible d'agents d'infiltration dans une manifestation anti-austérité organisée vendredi soir, et qui s'est terminée à l'hôpital pour une manifestante qui dit avoir été rudoyée par un de ces agents en civil.

Dimanche, Katie Nelson avait encore des douleurs, mais elle était désormais en mesure de se déplacer. La jeune femme, qui dit avoir été agressée par un policier se faisant passer pour un manifestant, a passé la nuit de vendredi à samedi à l'hôpital Saint-Luc. Elle a été placée en observation, car elle aurait pu subir une commotion cérébrale quand son corps a frappé le sol.

«Je me suis retournée et j'ai vu quelqu'un courir vers moi», a-t-elle relaté à propos des événements, qui se seraient déroulés au moment où la manifestation, organisée par des étudiants du Cégep du Vieux-Montréal, tirait à sa fin. «Je pense qu'il m'a poussée», a-t-elle ajouté, à propos du policier habillé en noir qui l'aurait agressée. «Je ne m'en souviens pas bien. Je n'étais pas ca-

pable de me relever, alors mon amie m'a éloignée. L'escouade anti-émeute nous a encerclés et une ambulance est arrivée.»

Au moment de l'attaque présumée, la jeune manifestante cherchait ses amis. «Je m'étais réfugiée sous des escaliers, et je sortais de là. C'était une manifestation épouvantable», a-t-elle dit à propos de l'ambiance.

**Une agression ciblée?**

Katie Nelson, qui étudie à l'Université Concordia, croit que l'agression a quelque chose à voir avec le fait qu'elle a reconnu un policier parmi le groupe de personnes habillées en noir. «Il a enlevé son masque. Je l'ai reconnu et il m'a reconnue», a-t-elle rapporté. «Je lui ai dit: tu es un policier! Il s'est mis à sacrer et moi, j'ai commencé à crier pour avertir les autres que c'était un policier.»

C'est à ce moment qu'un deuxième policier infiltré l'aurait poussée. L'étudiante se serait retrouvée sur le sol. Deux jours après les événements, elle dit s'en être tirée avec une contusion sur le bras et un genou très enflé.

**Le SPVM fera le point**

Au SPVM, le porte-parole Jean-Pierre Brabant a affirmé

dimanche avoir été informé de cet événement, qui a depuis fait le tour des réseaux sociaux. «Une rétroaction est en train d'être faite, ou sera faite, comme ça se fait pour toutes les manifestations», a-t-il déclaré. Le SPVM devrait donc être en mesure de faire le point sur les événements en début de semaine, si ce n'est ce lundi.

A propos de la présence d'agents infiltrés, le policier a répondu que «cela fait partie de nos stratégies. Mais ça dépend des manifestations».

Certains manifestants ont aussi affirmé qu'un des agents habillés en civil aurait sorti son arme de service. La véracité de ces allégations sera aussi évaluée, a confirmé l'agent Brabant, qui n'a pas pu confirmer ou infirmer la réception de poursuite judiciaire par le corps policier.

**Poursuite de 24 000 \$**

Katie Nelson, de son côté, a affirmé qu'elle n'en restait pas là. «J'ai été hospitalisée», a-t-elle répété, comme pour souligner l'importance qu'elle accorde à l'événement. L'étudiante poursuit déjà la Ville et le SPVM pour 24 000 \$, en raison de ce qu'elle qualifie de «profilage politique».

Dans la poursuite qu'elle et

Le Devoir

## ACTUALITÉS

## Trudeau veut accroître l'accès à l'information

JIM BRONSKILL  
à Ottawa

Un meilleur accès à l'information au niveau fédéral amènerait plus de débats publics — parfois ardues — sur plusieurs enjeux, mais aussi une amélioration de la gouvernance, selon le premier ministre Justin Trudeau.

Le gouvernement libéral mènera une «révision adéquate» de la vieillissante Loi sur l'accès à l'information afin de déterminer «ce qui fonctionnera vraiment», a-t-il expliqué la semaine dernière.

Il a ainsi réitéré l'engagement des libéraux de moderniser la loi fédérale, qui a très peu changé depuis qu'elle est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1983, lorsque le père de M. Trudeau, Pierre Elliott, était au pouvoir.

À l'époque, les documents papier étaient beaucoup plus courants que les fichiers électroniques sur des ordinateurs personnels. Plusieurs se plaignent ainsi que la loi n'a pas suivi le rythme des changements technologiques et la plus grande volonté de transparence du moment.

La loi permet aux demandeurs qui paient 5\$ de recevoir des informations relativement à certains dossiers gouvernementaux, dont des notes d'informations, des études, de la correspondance et des réclamations de dépenses.

Idéalement, le gouvernement est censé répondre aux demandes dans un délai de 30 jours, mais les ministères et agences gouvernementales prennent généralement beaucoup plus de temps.

De plus, ce ne sont pas toutes les informations qui sont accessibles; les documents du cabinet demeurent presque tous secrets pour une

période de 20 ans. Les autorités peuvent aussi retenir plusieurs renseignements, dont des recommandations remises par des fonctionnaires et des avocats, du matériel lié à la sécurité ou des échanges avec d'autres gouvernements.

La commissaire à l'information du Canada, Suzanne Legault — qui s'assure de l'application de cette loi — a récemment déclaré qu'elle avait du mal à traiter les quelque 3000 plaintes

déposées par des personnes qui avaient formulé des demandes d'accès.

Pendant la dernière campagne électorale, le Parti libéral avait affirmé que les données gouvernementales devaient être ouvertes par défaut et qu'elles devraient être présentées dans des formats adaptés à la société actuelle qui les rendent faciles d'utilisation.

Le premier ministre Trudeau a demandé au président du Conseil du Trésor, Scott Brison, de travailler de concert avec la ministre de la Justice, Jody Wilson-Raybould, pour faire un examen de la loi. Le gouvernement veut également s'assurer que la commissaire à l'information aura le pouvoir d'exiger au gouvernement de publier certaines données — ce qu'elle ne peut pas faire actuellement.

Il veut également faciliter les démarches des Canadiens qui voudraient consulter leurs données personnelles en élargissant la portée de la loi aux bureaux des différents ministères — dont celui du premier ministre —, à toutes les institutions administratives au Parlement et aux tribunaux.

M. Trudeau a également intimé M. Brison à accélérer le passage aux données ouvertes et le virage technologique des informations gouvernementales.

La Presse canadienne

## Le ministre de la Défense en Irak

Bagdad — Le ministre de la Défense, Harjit Sajjan, s'est rendu en Irak, quelques jours après que les Forces armées canadiennes eurent contribué à repousser une importante offensive du groupe armé Etat islamique. Des médias kurdes rap-

portent que M. Sajjan a passé la journée de dimanche dans la ville d'Irbil. Le voyage du ministre n'avait pas été annoncé à l'avance par le gouvernement. Le site de nouvelles kurde Rudaw ne précise pas la raison de la visite de M. Sajjan en Irak, mais des images le montrent en train de rencontrer des responsables kurdes à Irbil.

La Presse canadienne

## Le Canada a renoncé à un siège au Conseil de sécurité avant 2020

MIKE BLANCHFIELD  
à Ottawa

Justin Trudeau veut bien rétablir le rôle du Canada comme joueur international, mais le premier ministre devra vraisemblablement obtenir un deuxième mandat avant de ramener le pays dans l'un des cercles les plus puissants du monde.

M. Trudeau a en fait abandonné l'idée de voir le Canada de nouveau au sein du puissant Conseil de sécurité des Nations unies avant 2020.

La perte historique d'un siège sur le Conseil en 2010 aux mains du Portugal a été

souvent citée comme l'un des échecs majeurs de politique étrangère du précédent gouvernement conservateur, ayant perçu à certains moments l'Organisation des Nations unies (ONU) avec dédain.

M. Trudeau a fait du réengagement du Canada au sein des Nations unies et d'autres organisations multilatérales un aspect central de sa politique étrangère.

Mais dans une entrevue de fin d'année avec La Presse canadienne, la semaine dernière, le premier ministre a admis ce que les hauts fonctionnaires ont indiqué à son

nouveau gouvernement après sa victoire électorale en octobre: il est peu probable que le Canada se retrouve en position de réclamer un siège temporaire de deux ans avant le début 2020.

Certains autres pays européens occidentaux dans le groupe des Nations unies auquel appartient le Canada ont déclaré leur intention de présenter leur candidature, comblant le bulletin de vote au moins jusqu'en 2020.

«Oui, il serait bon de regagner une place au Conseil de sécurité. Et nous sommes bien sûr conscients des défis quant

au moment opportun, a dit M. Trudeau. Mais ce n'est pas la seule manière d'obtenir des résultats au sein des Nations unies. Le besoin est là pour un engagement du Canada sur divers enjeux, et c'est exactement ce que nous allons faire», a ajouté le premier ministre.

M. Trudeau a cité un engagement renouvelé envers le maintien de la paix et la lutte contre les changements climatiques comme exemple de deux secteurs dans lesquels le Canada peut jouer un rôle constructif au sein des Nations unies.

La Presse canadienne



ASSOCIATED PRESS

## Glissement de terrain en Chine: 59 personnes portées disparues

Près de 60 personnes étaient portées disparues dimanche dans une zone industrielle du sud de la Chine après un gigantesque glissement de terrain qui a enseveli une trentaine de bâtiments et provoqué une explosion de gaz, a rapporté la presse officielle. Les témoins ont relaté avoir vu une masse de terre et de boue s'abattre en fin de matinée sur cette zone de Shenzhen, une ville frontalière de Hong Kong, englobant habitations et usines. Dans un bilan tard dimanche soir, l'agence officielle Chine nouvelle a fait état de trois blessés et 59 disparus. Plus de 1500 secouristes étaient à pied d'œuvre.

## AFFAIRES

## Stephen Poloz, personnalité de l'année

ANDY BLATCHFORD  
à Ottawa

À début de l'année 2015, Stephen Poloz dirigeait une banque centrale d'un pays qui manifestait enfin des signes de reprise économique, ce qui laissait croire qu'il allait hausser le taux directeur resté longtemps stable.

Mais seulement trois semaines après le début de l'année, le gouverneur de la Banque du Canada a perçu une menace, au loin: la chute des prix du pétrole dans le monde.

C'est à ce moment qu'il a causé une commotion dans le secteur des affaires en abaissant le taux directeur de 1 à 0,75%, prenant de court les marchés. Il avait dit vouloir protéger l'économie canadienne contre les effets «nécessairement négatifs» de la diminution des prix pour un pays qui exporte du pétrole.

Le gouverneur de la Banque du Canada, Stephen Poloz, a été choisi personnalité de l'année dans le secteur des affaires par La Presse canadienne pour son rôle dans l'économie du pays, qui a traversé une période turbulente cette année.

M. Poloz a passé l'année 2015 à analyser une économie malmenée par la variation des prix du pétrole, qui a plongé le pays en récession technique. Ces difficultés ont amené le gouverneur à diminuer une fois de plus le taux directeur dans les mois suivants.

«Cela n'arrive pas souvent, ou même jamais, qu'une banque centrale prend complètement au dépourvu le marché avec la politique du taux directeur, et c'est précisément ce que Stephen Poloz a fait», a souligné l'animateur Greg Bonnelli, du réseau Business News, en expliquant son choix. Bien que plusieurs se soient demandé pourquoi le gouverneur avait trouvé nécessaire cette «assurance», les deux trimestres négatifs de suite de l'économie canadienne ont fait que ses décisions du mois de janvier avaient l'air visionnaires», a-t-il ajouté.

M. Poloz lui-même était surpris des développements il y a 12 mois.

«En résumé, c'était une année difficile, bien sûr, parce que nous avons commencé avec un choc d'une grande ampleur. Et ce n'était pas seulement un gros choc, c'était un type de choc des plus complexes auxquels peut faire face un économiste», a-t-il soutenu le mois dernier lorsqu'on l'a questionné sur le bilan de l'année.

Il a rappelé qu'au mois de décembre l'année dernière, la banque commençait à voir poindre la chute des prix du pétrole, mais quelque mois avant cela, «il n'y avait presque aucun signe» en ce sens.

«C'était juste un peu faible, mais on aurait dit que ce serait temporaire», s'est-il souvenu, en parlant de la situation à l'automne 2014, lorsque les prix ont entamé leur plongeon.

Jusqu'au mois de janvier, la banque centrale anticipait une croissance accélérée de l'économie canadienne, de concert avec celle des États-Unis. Or, la remontée de l'économie américaine ne s'est jamais concrétisée et le portrait s'est assombri au Canada, ce qui a amené M. Poloz à utiliser un qualificatif qui en a fait sourcilier plusieurs. En entrevue au *Financial Times* au mois de mars, le gouverneur a affirmé que la chute des prix allait entraîner des résultats «atroces» pour le premier trimestre au Canada.

Sa déclaration a suscité la controverse, le forçant à tempérer ses propos devant un comité parlementaire, où il a affirmé qu'il n'avait «certainement pas eu l'intention de surprendre ou d'effrayer les gens».

Il n'en demeure pas moins que les premiers résultats ont été effectivement désastreux. Lors du premier et deuxième trimestre, l'économie canadienne a reculé. En théorie, lorsque l'économie se contracte pour deux trimestres consécutifs, on parle d'une récession technique.

M. Poloz avait réagi en diminuant pour une deuxième fois le taux directeur à 0,5% — soit son niveau actuel.

La Presse canadienne

La Presse canadienne

Chers abonnés, chers lecteurs  
Veuillez prendre note de l'horaire du service à la clientèle pour le temps des fêtes:

**24 & 31 décembre:  
7 h 30 à midi**

**Du 25 au 28 décembre inc.  
et du 1<sup>er</sup> au 4 janvier inc.:  
FERMÉ**

Sinon, le service sera ouvert comme à l'habitude du lundi au vendredi entre 7 h 30 et 16 h 30.

**JOYEUSES FÊTES À TOUS!  
1 800 463-7559**



Pour les Fêtes, offrez  
**LE DEVOIR** en cadeau

et recevez *Paul dans le Nord*, le nouveau tome de la série du bédéiste Michel Rabagliati.

13 éditions du samedi pour 38,60\$, taxes incluses.  
[www.ledevoir.com/promo](http://www.ledevoir.com/promo)

D'autres types d'abonnements peuvent être offerts. L'offre se termine le 24 décembre 2015.

## ACTUALITÉS

## Le Devoir fait recette

## Le velouté aux olives de ma mère

Alors que se préparent les fêtes de fin d'année, nous avons fait appel à nos lecteurs pour qu'ils fouillent leurs cartons à la recherche d'une recette léguée de génération en génération. Nous poursuivons cette série gourmande, dans laquelle vous trouverez une recette, le contexte familial qui l'a fait naître et la touche d'un expert des traditions culinaires inspiré par la recette pour raconter un pan d'histoire de la gastronomie.

JANINE PINEAU  
80 ans, Saint-Nicolas

**M**a mère servait ce délicieux velouté en entrée au réveillon de Noël. Notre famille a conservé cette tradition culinaire qui date des années 1930. Enfants et petits-enfants ne peuvent envisager un souper de Noël sans ce délicieux velouté. Il est prudent de tripler la recette. Chaque invité tient à en remporter pour le lendemain, afin de se remettre des abus de la veille.

## Le mot de l'historienne



CATHERINE FERLAND

Cuisiner est un art, diront certains, une nécessité, rétorqueront les autres. Une chose est sûre: les pratiques culinaires font partie des mœurs de toutes les sociétés et servent de support à l'identité. Les premiers colons de la Nouvelle-France amenaient avec eux un riche bagage culturel issu de plusieurs régions de la France, notamment de Provence, où les cuisines étaient fortement imprégnées du chaud soleil du Midi. C'est ainsi que — même si la chose peut surprendre — l'huile d'olive s'est retrouvée jusque dans la vallée du Saint-Laurent... dès 1607, si l'on en croit les Jésuites qui l'ont noté dans leurs écrits!

Naturellement, on ne cuisine pas à l'huile d'olive dans toutes les chaumières. Son prix élevé n'autorise son achat que par les mieux nantis des villes de la colonie. Bourgeois et nobles ne se privent pas d'importer de coûteuses denrées européennes pour diversifier leur ordinaire. C'est ainsi que, outre l'huile d'olive, on retrouve par exemple du poivre, de la cannelle, du clou de girofle, des noix, des fruits confits, des vins raffinis et des boissons exotiques, comme le café, le thé et le chocolat, tous importés à grands frais des vieux pays. En 1732, un inventaire réalisé chez le Montréalais André Demers révèle la présence de « deux flacons d'huile d'olive d'environ trois mémistée [demi-setiers, une ancienne mesure] » rangés dans un buffet. Quelque temps après, des documents administratifs rédigés en août 1748 permettent d'apprendre que la ration annuelle des officiers, aumôniers et garde-magasins comporte entre autres une barrique de vin, un minot et demi de pois, vingt-quatre pots de mélasse... et vingt livres d'huile d'olive.

Associée à la cuisine du Midi, l'olive se raréfie après la Conquête de 1760 et l'arrivée massive d'une population d'origine britannique. N'oublions pas que si la France a les pieds dans la Méditerranée, les îles britanniques en sont fort éloignées! Sans disparaître complètement, l'olive et l'huile d'olive acquièrent le statut de « denrées de luxe »: l'huile deviendra un assaisonnement réservé à l'élite, le beurre prenant résolument le relais pour assurer l'apport de corps gras aux diverses préparations culinaires de la population. Et le beurre a évidemment l'immense avantage d'être produit ici.

On doit aux milliers de familles italiennes immigrées au Québec entre 1890 et 1925 l'introduction de nombreux éléments emblématiques de la gastronomie méditerranéenne: les pâtes, les pizzas, les parmesan, les charcuteries, les anchois, les câpres, et bien sûr les olives. (Ajoutons au passage que c'est d'ailleurs sous cette influence italienne qu'a été introduite ici la fameuse recette de sauce à spaghetti, dont à peu près toutes les familles québécoises sont aujourd'hui dépositaires!) Consommées comme hors-d'œuvre ou cuisinées comme dans le potage présenté ici, les olives sont sans doute revenues pour de bon sur nos tables... à plus forte raison avec le souci actuel d'une alimentation plus santé!

## Les ingrédients

4 tasses de consommé de volaille  
½ tasse de crème 35%  
1 c. à soupe d'olives farcies tranchées (facultatif)  
1 jaune d'œuf  
Feuilles de cresson ou de persil  
Croûtons en forme d'étoile pour décorer

## La préparation

**Le consommé:** 1 poule à bouillir en quartiers, légumes hachés grossièrement: oignons, poireau, céleri, tiges de brocoli, fines herbes. Laisser mijoter durant deux heures environ. Retirer les morceaux de poulet et laisser réduire le liquide. Réserver.  
**Le velouté:** Chauffer le consommé, y ajouter la crème dans laquelle on aura fait mousser le jaune d'œuf, fouetter. Verser le mélange dans le consommé et faire mousser le tout, garder au chaud sans faire bouillir, ajouter les olives farcies. Servir dans des tasses à consommé et décorer au goût selon les circonstances.

Délicieux aussi le lendemain, s'il en reste...

Collaboration spéciale  
Le Devoir



Les deux familles réunies pour le brunch. De gauche à droite: Laura Moussa, le petit Evan Romhein, Loay Romhein (derrière), Charles Renaud Lidji avec sa fille Iris Camélia Lidji, Chloé Meunier-Gingras qui porte Chad-Éliam dans ses bras et Cizar Romhein.

## Un brunch entre Damas et Montréal

Des Montréalais accueillent une famille syrienne le temps d'un repas, prétexte d'un échange qui se tisse entre eux

SARAH R. CHAMPAGNE

**E**ntre une fournée de crêpes et une deuxième tournée de café, Chloé Meunier-Gingras prend le temps d'expliquer que le sirop d'érable vient de l'arbre emblématique canadien. Son conjoint, Charles Renaud Lidji, fait dorer des croissants et du pain, pendant que sa petite Iris s'agrippe à son chandail de l'équipe des Canadiens. « On m'a dit que le brunch consistait à manger durant des heures le dimanche matin, mais c'est la première fois que nous essayons », confie Loay Romhein pendant que ses hôtes reviennent remplir la table déjà débordante. Ce repas du dimanche est la troisième rencontre de la famille québécoise avec ces réfugiés syriens, arrivés il y a à peine deux mois.

Les deux couples et leurs enfants se sont eux-mêmes « jumelés » à partir d'une discussion sur Facebook. Un article sur les Romhein venait de paraître dans un quotidien montréalais et Chloé, abasourdie de lire les commentaires xénophobes, a pris l'initiative de leur écrire: « Tout le monde s'inventait des histoires, car il était mentionné dans l'article que Laura [conjointe de Loay] n'était pas présente pour l'entrevue. » Entre toutes les collectes de vêtements, de meubles ou de denrées, Chloé a préféré leur offrir de la complaisance et du temps.

La semaine suivant cet échange virtuel, le couple montréalais et leurs deux jeunes enfants se sont retrouvés dans l'appartement de Loay Romhein et Laura Moussa à Laval. « Nous n'avions même

« Nous ne sommes pas des réfugiés économiques, c'est la sécurité que nous cherchons »

Loay Romhein

pas encore de chaises! Mais on avait l'impression de se connaître depuis longtemps au bout de quelques heures », relate la mère de famille. « Je me suis même adressé à Charles en arabe tout d'un coup, sans m'en rendre compte », dit son mari. « C'est quand même bon signe », répond Charles, lui-même immigré d'origine ivoirienne.

## Haro sur la peur

Le soleil perlostice qui entre par la grande porte-fenêtre ne réchauffe pas tout à fait, mais ces nouveaux arrivants ne sont ni pétrifiés par la peine ni transis par les premiers froids hivernaux. Une famille qui cherche un quotidien tranquille, sans plus: « J'avais peur d'envoyer mes enfants à l'école », glisse Laura Moussa, en déplorant le trou dans leur éducation qu'a laissé cette période trouble de 18 mois en attente d'un statut au Canada.

Les œufs sont à peine servis que la discussion prend une tournure plus politique. « Nous ne sommes pas des réfugiés économiques, c'est la sécurité que nous cherchons », explique M. Romhein. Sa femme renchérit: « Nous n'aimons pas la guerre. Personne n'aime la guerre. Pensez-vous que les gens sortiraient de notre pays avec leurs enfants dans leurs bras si la situation n'était pas aussi criante? »

Loay Romhein a surtout peur de la peur. « Dites à vos

lecteurs que j'ai vu sur le terrain un travail très rigoureux de vérification de la part du gouvernement canadien. Un peu plus ils comptent mes cheveux », avance-t-il avec humour. « Chrétiens, musulmans, qu'est-ce que ça peut changer? poursuit Laura, un humain est un humain. Nos meilleurs amis étaient musulmans et nous ne nous sentons pas moins chrétiens pour autant. »

Originaires de Damas, ils ont d'abord transité par la ville côtière de Tartous, puis par Beyrouth au Liban, avant d'atterrir à Montréal. Quelques semaines avant de partir pour le Canada, ils ont rencontré une autre famille syrienne qui tirait le diable par la queue. « Leur garçon de quatre ans se couvrait la tête aussitôt qu'un bruit sifflait dans la voiture. Vous imaginez? », dit Loay, les yeux humides.

Entre un autre service de pomme de terre, de saucisses et de fruits, le couple s'entraide pour réussir à se faire comprendre en anglais. Le début de leurs cours de français est imminent, promettent-ils, et en attendant, ils tendent l'oreille et prononcent des « mercis » très clairs. Chloé réitère son plus grand soutien, comme elle l'a

déjà fait pour traduire des papiers pour l'inscription de leurs deux fils à l'école.

Loïn de se prendre pour une sainte, cette enseignante québécoise n'a pas l'habitude de montrer si ostensiblement sa générosité, mais espère en inciter d'autres à faire de même. La jeune femme croit que les naufrages de bateaux de migrants, et particulièrement celui du petit Aylan Kurdi dont la photo funeste a créé une commotion au début septembre, ont « éveillé les consciences ». Celle qui enseigne depuis sept ans dans des classes d'accueil du préscolaire et du primaire a trouvé dans ce geste une façon de surmonter son sentiment d'impuissance.

Ils rient déjà comme de vieux amis, quand Loay s'essaie à chanter quelques couplets de Charles Aznavour. Chloé répond avec quelques bribes d'une chanson arabe, en agitant les bras. Charles raconte comment Evan et Cizar Romhein ont pris soin de sa petite dernière à l'air sérieux, au point qu'elle a rompu avec sa gêne habituelle pour les étreindre.

Le jus d'orange coule à flots et le précieux sirop ambré aussi. Il donne l'occasion à M<sup>me</sup> Moussa de mentionner qu'un type de sirop sucré est fait à partir de raisins en Syrie. Le pays reste présent à leur mémoire en ce dimanche dans une maisonnette d'Anjou tranquille. Ils sont sains et saufs, mais les cernes sont toujours creux sous leurs yeux et leurs parents, toujours coincés sur un territoire en guerre.

Le Devoir

Résultats des tirages du : 2015-12-19

649	04 15 20	25	compl.
	23 27 49		

Prochain gros lot (approx.) : 12 000 000 \$  
+ 1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$  
47428422-01

Résultats des tirages du : 2015-12-18

Extra	02 16 23	44
	30 38 46	compl.

Extra 2335461

Résultats complets sur [lotoquebec.com](http://lotoquebec.com)

Prochain gros lot (approx.) : 60 000 000 \$  
+ 35 MILLIONS \$ 35 lots de 1 million \$ (APPROX.)  
1155347

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Congédié?

Voyez

**François Gendron**  
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

Vous souhaitez suspendre votre abonnement pendant le temps des fêtes?

Faites-le directement sur notre site web.

EN 4 ÉTAPES FACILES!

1. Rendez-vous sur [ledevoir.com](http://ledevoir.com) ; 2. Cliquez sur l'onglet MON ABONNEMENT ;
3. Connectez-vous avec votre adresse courriel et votre mot de passe ;
4. Sous la section FAITES-LE EN LIGNE!, sélectionnez **SUSPENDRE TEMPORAIREMENT MON ABONNEMENT.**

Simple et efficace.



Joyeux Noël et bonne année à tous nos abonnés!

**LE DEVOIR**  
LIBRE DE PENSER

## ÉDITORIAL

## AFRIQUE

## Apprendre à partir

Les actualités africaines étalent depuis le printemps dernier les troubles dans lesquels s'enfoncent le petit Burundi, un pays « au bord d'une guerre civile qui risque d'embraser toute la région », s'est alarmé la semaine dernière Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU. Au-delà, que nous dit le cas burundais de la santé démocratique de l'Afrique? Que s'accrochent au pouvoir trop de présidents mal élus.

La Constitution lui interdisant de briguer un troisième mandat, le président burundais Pierre Nkurunziza a donc décidé d'en faire une lecture qui l'arrangeait. Cas classique. Sur ce, les manifestations pacifiques se sont multipliées à partir d'avril pour finalement virer au bain de sang devant son refus de dialoguer avec l'opposition. La tentative ratée de coup d'État militaire du mois de mai a ensuite donné lieu à un durcissement de la répression. Plus de 200 000 personnes ont fui les violences, selon l'ONU. Tout cela dans l'indifférence complice d'un certain nombre de parrains européens. Il a fallu que plus de 100 personnes, il y a une dizaine de jours, soient retrouvées mortes à Bujumbura dans les quartiers contestataires, après des affrontements entre l'armée et des rebelles qui avaient attaqué des casernes, pour que la communauté internationale commence à s'affoler.

Les États-Unis, le Canada et la Belgique, notamment, ont appelé leurs ressortissants à quitter ce petit pays enclavé de 10 millions d'habitants. Vendredi dernier, l'Union africaine s'est montrée dis-

posée à déployer au Burundi une mission de paix de 5000 soldats devant les risques de guerre civile et de débordements génocidaires dans un pays où, comme dans le Rwanda voisin, la majorité hutue et la minorité tutsie ont des relations historiquement ponctuées par de terribles massacres aiguës par l'instrumentalisation politique des identités ethniques.

Mettons ici les points sur les i: à savoir qu'il serait pour le moins erroné de faire une lecture étroitement ethnocentriste du conflit burundais. Les colères qui éclatent en Afrique sont aussi celles de sociétés civiles qui n'en peuvent plus d'endurer des gouvernements autoritaires qui exercent le pouvoir aux fins exclusives de perpétuer l'enrichissement de quelques-uns. Pierre Nkurunziza, hutu comme l'est la majorité de la population, l'a de toute évidence bien compris en s'employant à détourner l'enjeu. Ce n'est qu'après le coup d'État raté qu'il s'est mis à tribaliser son discours pour se maintenir au pouvoir.

De mauvais exemples de présidents qui refusent de céder leur place, il n'y a pas pénurie en Afrique, où s'imbrique dorénavant aux relents de vieux colonialismes européens — particulièrement français — le néocolonialisme chinois. Sans être une preuve absolue de bonne santé démocratique, le respect du principe d'alternance n'en reste pas moins un des ingrédients de base.

Au Congo-Brazzaville, le président Denis Sassou-Nguesso vient de réussir, par tripatage constitutionnel proche du coup d'État, à se donner la permission de briguer un troisième mandat. Dans l'immense République démocratique du Congo, l'un des pays les plus dysfonctionnels de l'Afrique subsaharienne, Joseph Kabila, mal réélu en 2011 à l'issue d'un scrutin que n'a pas reconnu l'opposition, arrive à la fin de son mandat en donnant à plusieurs l'impression qu'il voudra aussi trouver une façon de rester, au mépris de la limite de mandats inscrite dans la Constitution. Au Rwanda, Paul Kagame, au pouvoir depuis 2000, vient de faire approuver une « révision constitutionnelle » qui lui permettrait théoriquement de conserver le pouvoir jusqu'en 2034... En Angola, José Eduardo dos Santos est « président à vie » depuis 1979; au Cameroun, le régime de Paul Biya tient le pouvoir depuis 1982.

Si de mauvaises habitudes persistent, écrit l'écrivain guinéen Tierno Monénembo dans *Le Monde diplomatique*, il reste que les progrès de la démocratie à travers l'Afrique sont plus significatifs que les échecs. « Des élections à peu près normales se tiennent du Cap-Vert à l'Afrique du Sud, aujourd'hui plus nombreuses que les scrutins truqués. »

Notons aussi que l'Afrique n'a pas le monopole des hommes forts qui prétendent suppléer à l'absence d'institutions fortes. Le *caudillismo* demeure en Amérique latine une tare qui colle. On le voit actuellement en Equateur, où le président Rafael Correa, au pouvoir depuis 2007, manœuvre pour faire éliminer la limitation constitutionnelle de mandats. Idem au Honduras et dans la Bolivie d'Evo Morales. Le plafond de deux mandats a été levé au Nicaragua en 2014, permettant ainsi à l'incroyable Daniel Ortega de se représenter l'année prochaine. Tous des présidents de gauche, d'ailleurs, sauf pour le Hondurien Juan Hernández.

Tous autant qu'ils sont rendraient service à la démocratie s'ils apprenaient à s'effacer, le moment venu.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU  
Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN  
Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE  
Directeur des finances STÉPHANE ROGER  
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD  
Adjoints NELLIE BRIÈRE, PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



## L E T T R E S

## Vraiment, rien ne l'arrête

Encore porté par les débuts fulgurants de sa carrière internationale, notre premier ministre Justin Trudeau va demander au pape de s'excuser pour les sévices qu'ont subis les autochtones dans les orphelinats dirigés par des communautés religieuses de 1820 à 1990. Rien de moins. En quoi le pape et le Vatican sont-ils concernés? Ne reviendrait-il pas à la Conférence des évêques catholiques du Canada de formuler ces excuses qui, on le sait bien, ne sont que symboliques? Car déjà au temps de Job (celui de la Bible), on s'interrogeait sur la pertinence de rendre un individu responsable des crimes commis par ses ancêtres. Mais Justin Trudeau connaît très bien la valeur des symboles, lui qui en use et en abuse depuis son entrée en fonction.

Ce premier ministre, semble-t-il, méconnaît l'importance de respecter certains niveaux de compétence. Alors que le droit de désaveu qui permettrait au gouvernement fédéral d'invalidier des lois provinciales n'existe plus depuis 1943 et que, par conséquent, un premier ministre fédéral n'a pas à se prononcer sur le bien-fondé de lois votées par une assemblée provinciale, voilà qu'il se permet de féliciter le gouvernement québécois pour l'adoption de sa loi permettant le suicide assisté. Et ce n'est pas tout. Méconnaissant peut-être la séparation existant entre les pouvoirs exécutifs et judiciaires, il va, dit-il, demander à la Cour suprême de

tolérer la loi québécoise qui contrevient à un article du Code criminel qui devra être réécrit à la demande de cette cour.

Non content d'user de son charme auprès de l'électorat canadien, voici qu'il veut le voir opérer à tous les niveaux, même en matière constitutionnelle. Il réussira peut-être à convaincre les provinces de trouver une façon honorable de permettre au Québec d'adhérer à la Constitution canadienne.

Louis Dion  
Le 17 décembre 2015

## Suis-je le seul ?

Je ne suis pourtant pas si bête. Je lis plusieurs journaux quotidiennement. Je pense être au courant de l'actualité et de ses enjeux. Je ne comprends pas tout, mais j'essaie. Je suis curieux. Pourtant, plusieurs sujets m'échappent. Je me dis que tout le monde comprend, sauf moi. J'ai mal lu ou je n'ai pas vu passer l'explication. Sinon, il y a peut-être une autre réponse. Si les journalistes et commentateurs dans leurs domaines respectifs ne savaient pas eux-mêmes ou qu'ils trouvaient les explications superflues parce que, entre eux, ils se comprennent?

Voici quelques exemples: quand on écrit sur le bitcoin, comment ça fonctionne? Quels sont les mécanismes en jeu? Au lieu de bêtement nous dire qu'il prend de la valeur ou non. Quel est le mécanisme d'achat du carbone? En quoi,

concrètement, l'étiquetage de la viande avec les États-Unis consiste-t-il exactement? Quel est l'effet de l'augmentation du taux d'intérêt de la FED pour les non-initiés? (Comme ces données que l'on montre aux nouvelles économiques, quel est le pourcentage de la population qui les comprend?)

Suis-je dépassé? Le seul à ne pas comprendre? Pourtant, je suis encore très alerte même à 68 ans.

Michel Corbeil  
Le 17 décembre 2015

## Décision de la STM

La STM aurait investi 155 millions de dollars pour permettre aux usagers du transport en commun de pouvoir suivre en temps réel le déplacement des autobus sur le réseau.

Tout ça pour savoir si votre autobus est à cinq ou six coins de rues. Le téléphone intelligent devient quasi obligatoire pour l'usager qui sera en communication en temps réel avec un centre de contrôle ou une borne l'informant de l'arrivée imminente de l'autobus. A mon avis, c'est une dépense inutile et je ne comprends pas ce que tout cela va régler. C'est ridicule et c'est un gaspillage éhonté de fonds publics. Il y a autre chose à faire avec 155 millions. Les décideurs de la STM ont-ils besoin de suggestions?

Réal Gingras  
Outremont, le 17 décembre 2015

## L I B R E O P I N I O N

## Investir dans l'avenir: une affaire de confiance

MARTIN MALTAIS

Professeur en financement et politiques d'éducation à l'UQAR

En 2014, le taux d'obtention d'un diplôme du secondaire en moins de cinq ans atteignait 84% en Ontario et 67% au Québec. Pour l'Ontario, il s'agit d'une progression de 16% par rapport à 2004. Toutes proportions gardées, l'écart représente plus de 10 000 jeunes que nous n'arrivons pas à diplômer en moins de cinq ans.

Par conséquent, tous les acteurs de l'éducation regardent de près le modèle ontarien et se demandent quelles sont les composantes de ce modèle et comment implanter le même genre de transformation au Québec. Malheureusement, le premier pilier permettant de mettre en place ce type de changement est la confiance dans l'avenir et la volonté ferme de viser l'excellence du système d'éducation et le développement optimal des jeunes, de tous les jeunes, principes qui ne guident visiblement pas le Conseil du Trésor et le ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

## L'exemple de l'Ontario

Lorsque j'ai confiance dans une entreprise ou dans une affaire, je n'hésite pas à y investir les ressources nécessaires. Le postulat est tou-

jours le même: les bénéfices (de tous ordres) à tirer de cet investissement seront plus élevés que les coûts (aussi de tous ordres). Ainsi, lorsque l'on croit vraiment en l'avenir d'une entreprise, on n'hésite pas à y mettre ses économies, à investir sur marge de crédit ou encore à hypothéquer sa maison, toujours avec le même raisonnement. Dans cet esprit, de nombreuses familles empruntent pour permettre à leurs enfants d'accéder à ce qu'ils considèrent comme la « meilleure » éducation en postulant que les gains, pour l'avenir de leur enfant, seront plus élevés que leur investissement.

Bien sûr, l'Ontario est en déficit. Mais augmenter la réussite et miser sur l'avenir, ce n'est pas seulement changer des pratiques. C'est aussi, et surtout, ajouter le soutien et l'expertise nécessaires, rémunérer les gens adéquatement pour qu'ils se consacrent à leur travail, valoriser l'activité de l'entreprise. Ça ne se fait pas en s'appuyant sur des croyances ou en utilisant des raisonnements trompeurs concernant l'éducation au Québec. Augmenter la réussite de tous se fait lorsqu'on a d'abord confiance dans les jeunes et dans leur capacité à participer au développement de la société.

Plusieurs laissent entendre qu'il y a suffisamment, voire trop d'argent en éducation. Certains avancent des augmentations des dé-

penses d'éducation mirobolantes. Pourtant, les comptes publics sont clairs. Les investissements dans les commissions scolaires du Québec sont passés de 5,7 milliards en 2005-2006 à 7,3 milliards de dollars en 2015-2016. Une hausse de 28%, soit une moyenne annuelle de 2,8%, pendant qu'ils augmentaient de 49% en Ontario, soit 4,9% par année. Or, actuellement, certains journalistes et chroniqueurs affirment que, compte tenu de la fréquentation qui a légèrement diminué, ces hausses suffisent. Selon eux, doit-on comprendre que l'Ontario investit trop en éducation? Que cette province aurait pu accroître son taux d'obtention d'un diplôme du secondaire en moins de cinq ans sans augmenter le budget des conseils scolaires à 15,8 milliards?

## Fonds de retraite

Nombre d'acteurs sur le terrain et de spécialistes affirment que les choses ne vont pas bien. Que l'on perd des gains durement gagnés. Que, faute de ressources adéquates, nous sommes en train d'abandonner des enfants, malgré tout le potentiel qu'ils ont. Sur la scène publique, des journalistes, des chroniqueurs et des *think tanks* de droite critiquent les écoles et les besoins dont elles font part. Certains affirment même (dans des cabinets politiques) qu'il

aurait trop de personnes dans les universités. Le problème serait qu'il faut « orienter » les jeunes. Mais que se passe-t-il?

On me dira que l'Ontario est en déficit, mais voilà, la question se pose. Qu'est-ce qui pousse une population à faire des déficits? La réponse est simple: la confiance en l'avenir. Nous acceptons l'endettement parce que nous pensons que l'usufruit de cette dette générera des gains supérieurs aux coûts, à court terme, ou à long terme.

Les décisions prises actuellement en éducation nuisent au développement des jeunes, appauvrissent leur avenir et, inévitablement, celui de la société. Tôt ou tard, il nous faudra payer le prix de la pauvreté intérieure que l'on aura créée.

Or, nos fonds de retraite sont bien garnis et ce sont eux qui, pour l'essentiel, financent notre dette. Quel problème y a-t-il à nous emprunter davantage? Pourquoi ce manque de confiance? Qu'est-ce que ce gouvernement craint de nos enfants, de la jeunesse? Qu'elle réussisse? Le prix à payer pour ne pas avoir investi en éducation sera trop élevé à payer. Il est temps de réinvestir, et ce, de façon stratégique, en ayant le courage de revoir nos façons de faire et de s'assurer qu'elles reposent sur des bases solides.

## IDÉES

## Le calendrier de l'avent des médecins

MARIE-ÈVE BEAUREGARD

Au nom de Jeunes médecins pour la santé publique

Depuis la fin de 2014, le « médecin bashing », ou le dénigrement collectif des médecins, est à la mode. Curieusement, c'est toujours en décembre que le mouvement bat son plein. Un merveilleux calendrier de l'avent pour les médecins qui se demandent presque chaque jour quel nouvel article, quelle lettre d'opinion ou autre publication dans les médias viendra leur faire grincer des dents, avec comme sujet de prédilection leur rémunération.

Pourtant, la rémunération des médecins, bien qu'elle comporte son lot d'imperfections, n'est selon nous qu'un symptôme d'une grave pathologie dans le processus de prise de décision au sein du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

Il y a deux influences majeures qui ont contribué à bâtir le système de santé du Québec dans les dernières décennies : d'abord, les politiques de santé de la population visant l'organisation du système de santé et le déploiement de programmes de santé pour la population, et puis, les relations entre le ministère et les fédérations médicales.

## Influences convergentes?

Ces deux influences sont-elles convergentes? Rien n'est moins sûr.

D'un côté, on a historiquement investi dans plusieurs commissions (Castonguay-Nepveu, Rochon, Clair...) pour tenter de comprendre quel genre de système de santé servirait le mieux la population. De là ont découlé plusieurs réformes du système; les centres locaux de services communautaires (CLSC) ont vu le jour, puis les groupes de médecine de famille (GMF), les centres de santé et services sociaux (CSSS) et finalement les centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS) — cette fois, secondairement à aucune commission

ou consultation publique, mais bon... Bref, on essaie tant bien que mal de définir les besoins de la population et de trouver un mode de fonctionnement du système qui peut mieux répondre à ces besoins.

D'un autre côté, les relations entre le MSSS et les fédérations médicales semblent avoir lieu dans un autre monde. Un monde où l'on ne parle pas tellement de système de santé et de population, mais davantage d'autonomie professionnelle, d'indépendance des médecins par rapport au reste du réseau et de mode de rémunération. Dernièrement, les thèmes à la mode dans ce monde étaient la productivité et le nombre de patients inscrits auprès d'un médecin de famille (clin d'œil au projet de loi 20).

Dans ces négociations entre le MSSS et les fédérations, il y a deux lobbies. Le gouvernement tient à respecter son budget et en veut pour son argent, et les syndicats des médecins, eux, font très bien leur travail, c'est-à-dire défendre les intérêts financiers et les conditions de travail de leurs membres. La santé de la population devrait être l'objectif ultime de ces négociations, mais où est-elle, la population?

Elle tente de faire entendre sa voix dans un débat dans lequel elle est forcée de rester assise sur le banc des joueurs. Le lobby pour la santé de la population est inexistant. Nous avons besoin de ce troisième joueur au banc des négociations pour exiger la convergence des influences qui bâtissent notre système de santé.



ISTOCK  
La rémunération des médecins n'est qu'un symptôme d'une grave pathologie dans le processus de prise de décision



ANNIK MH DE CARUFEL ARCHIVES LE DEVOIR  
Le politicien aguerri est celui qui a cultivé un bon réseau de contacts. Sur la photo, Paul Desmarais, de Power Corporation, Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international, et Philippe Couillard, premier ministre du Québec, lors d'une conférence à Montréal.

## Le dispositif

La qualité d'un politicien se réduit en fait à ses contacts

PIERRE PAUL CHARLEBOIS

Enseignant en philosophie  
Cégep de Sherbrooke

On pouvait entendre l'autre jour à la radio un commentateur politique évaluant les récentes nominations ministérielles du tout nouveau gouvernement canadien. On disait de l'un qu'il était aguerri au monde politique, et de l'autre qu'il était une verte recrue. Le critère sur lequel reposait cette appréciation : l'importance de la liste de contacts.

Le politicien aguerri est donc celui qui a cultivé un réseau de contacts, qui possède un carnet d'adresses bien garni dans la sphère politique mais, tout aussi vital, dans d'autres domaines, comme dans le monde des affaires, de l'industrie, des firmes de toutes espèces, des multinationales, des petites et moyennes entreprises, de la société civile, etc. Bref, ce qui importe par-dessus tout pour être un politicien professionnel aguerri, c'est d'avoir ses entrées, d'en avoir beaucoup, et que ce soient les bonnes, celles qui comptent.

Ce modèle opératoire, c'est ce que le philosophe italien Giorgio Agamben appelle, après Foucault, le « dispositif ». Pour faire de la politique aujourd'hui, on se doit de posséder et de maîtriser un dispositif, c'est-à-dire tout ce qui a, d'une manière ou d'une autre, la capacité de capturer, d'orienter, de déterminer, d'intercepter, de modérer, de contrôler et d'assurer les gestes, les conduites, les opinions et les discours des êtres vivants. C'est ce qu'on entend généralement par avoir des « connexions ».

## Cultiver ses relations

Ainsi, le dispositif du politicien actuel est parfaitement calqué sur celui du monde des affaires, du *big business*, de l'entreprise, et aussi, par la bande ou de loin, de la mafia. On joue au golf, mais pas pour le sport en lui-même : ce qui est important, c'est avec qui on joue. Parce qu'on y brasse des affaires. Parce qu'on y cultive ses connexions. C'est ce qu'on fait aussi

sur les yachts ou dans les loges des temples du sport. Bien entendu, l'objectif clair du fonctionnement du dispositif est, finalement, d'en profiter, au sens de profit désiré, anticipé, et quel que soit ce profit.

L'importance d'avoir des connaissances — au sens capitaliste de personnes que l'on sait avoir du pouvoir — joue un rôle primordial. On ne peut certes pas reprocher à une femme ou à un homme public d'avoir des accointances nombreuses : c'est la « qualité » de ces accointances qui est à mesurer, particulièrement sur le plan

Le système capitaliste est calqué de toutes pièces sur le dispositif religieux qui a très bien fonctionné, et fonctionne encore très bien

éthique. Par exemple, le problème du procureur Renaud Lachance, en marquant de façon théâtrale sa dissidence du rapport de la juge Charbonneau, c'est que cela laisse planer un doute sur ses accointances. Donc sur son dispositif.

Plus largement, et pour Agamben, le terme dispositif « nomme ce par quoi se réalise une pure activité de gouvernement sans le moindre fondement dans l'être ». Ainsi, nous serions passés du dispositif conservateur de Harper au dispositif libéral de Trudeau. Voilà ce que le commentateur politique évaluait, finalement.

Mais le dispositif, c'est aussi l'ensemble des connexions, non seulement humaines, mais techniques, matérielles. La définition de Michel Foucault, citée par Agamben, est éloquent à ce sujet : « Ce que j'essaie de repérer sous ce nom, c'est, premièrement, un ensemble résolument hétérogène, comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques, bref : du dit, aussi bien que du non-dit, voilà les éléments du dispositif. Le dispositif lui-même, c'est le réseau qu'on peut établir entre ces éléments. » (Michel Foucault, *Dits et écrits*, volume III, 1977, p. 299).

## Médias sociaux

Pour illustrer ceci : un des dispositifs les plus populaires de nos jours, celui des médias sociaux. Prenons Facebook. De quoi s'agit-il? De collectionner les amis. C'est-à-dire de connecter, et d'être connecté. C'est ce que l'ordinateur fait, qui est lui-même connecté au réseau hydroélectrique, lequel est un ensemble incroyable de connexions (fils, prises électriques, poteaux, pylônes, barrages, rivières, technologies, travailleurs, etc.). Alors que les cellulaires, iPhone, iPad et autres tablettes électroniques sont liés au réseau téléphonique ou au Wi-Fi.

Ce qui est intéressant chez Agamben, et qui surprend par ailleurs, c'est ce lien qu'il fait avec la religion catholique. Sa réflexion sur l'étymologie du mot « économie » y est fascinante à cet égard. « Dans les premiers siècles de l'histoire de l'Église [...] le terme oikonomia a joué dans la théologie un rôle décisif. Nous savons qu'en grec, oikonomia signifie administration de l'oikos (c'est-à-dire de la maison), et, plus généralement, gestion, management. »

La définition de l'œcuménisme, au sens chrétien du terme, est directement issue de celle de l'économie, au sens grec du terme, de la gestion des affaires sur Terre, que Dieu, en bon père, aurait confié à son fils. Le mystère de la sainte Trinité, que l'Église a imposé au déclin du gros bon sens et à coup de foi et d'inquisition, est en fait un dispositif extrêmement sophistiqué, dans le sens grec du qualificatif.

Force est de conclure que le système capitaliste, tel qu'on le connaît maintenant (et comme l'a démontré Max Weber) est un dispositif d'une efficacité incroyablement complexe, vertigineuse même. Mais surtout, il est calqué de toutes pièces sur le dispositif religieux qui a très bien fonctionné, et fonctionne encore très bien. Comme quoi nous n'avons pas réussi à nous en sortir. « Dans cette perspective, le capitalisme et les figures modernes du pouvoir semblent généraliser et pousser à l'extrême les processus de séparation qui définissent la religion. »

## De l'importance d'une industrie québécoise du doublage

Selon un sondage Léger, 75 % des Québécois préfèrent que le doublage soit fait ici

SOPHIE PRÉSENT

Présidente de l'Union des artistes (UDA)

JEAN DUCHARME

Vice-président de l'Association nationale des doubleurs professionnels (ANDP)

Sans trop cacher ses préjugés relevant de préférences bien personnelles, M. Sylvio Le Blanc appelle à la fin du doublage fait au Québec (« Mettons fin au double doublage », 16 décembre), au profit de doublages faits ailleurs. Dans ce domaine, il faut savoir que la concurrence est forte, et même agressive. Elle vient de pays comme la Belgique, l'Espagne et le Maroc, qui gagnent rapidement des parts de marché dans les doublages en français.

Or, contrairement à ce que M. Le Blanc voudrait croire, les Québécois désirent avoir accès à des films et des séries télévisées doublés ici, qui leur ressemblent et qui tiennent

compte des particularités linguistiques et culturelles d'ici. Selon un récent sondage réalisé par Léger pour l'UDA, 64 % pensent qu'il est important que les films et les émissions soient accessibles en version française et 75 % préfèrent que le doublage soit fait au Québec.

## Développer de nouvelles voix

Les Québécois savent non seulement reconnaître le doublage fait au Québec, mais savent également reconnaître la qualité de celui-ci. Parce que le métier de doubleur professionnel ne s'improvise pas. Il exige une dextérité vocale hors du commun et continuellement travaillée. Il exige de surcroît une efficacité ne pouvant reposer que sur la rigueur, l'expérience et la formation continue.

M. Le Blanc souligne à sa manière l'importance d'investir dans la formation de nos doubleurs, la diversité et la relève. À cet égard, l'UDA a mis en place, au cours des dernières années, un programme de formation continue

en doublage pour développer de nouvelles voix.

L'UDA et l'ANDP sont en « mode solution » pour maintenir la compétitivité du doublage québécois. Une baisse de tarifs ne sera pas suffisante pour assurer la pérennité du secteur, mais tout le monde y a vu un pas dans la bonne direction. L'engagement et l'appui des gouvernements sont maintenant attendus; les appels en ce sens ont bien été lancés.

Au Québec, l'industrie du doublage regroupe actuellement environ 900 professionnels et artistes. Soutenir notre industrie et nos travailleurs contribuera certainement plus à notre société et à notre économie que de favoriser simplement ce qui est importé à faible coût. Un laisser-aller mettrait l'industrie québécoise du doublage davantage à risque. Le public francophone, qui s'est maintes fois prononcé en faveur d'un doublage fait au Québec, se verrait imposer une fois de plus le contraire de ce qu'il souhaite entendre.

## ACTUALITÉS



JOSE JORDAN AGENCE FRANCE-PRESSE

Mariano Rajoy (au centre) a annoncé qu'il tenterait de former un gouvernement de coalition.

## ESPAGNE

SUITE DE LA PAGE 1

opposé au nationalisme catalan, a terminé avec 40 sièges.

«Le changement qu'on a observé dans les dernières années vient de se matérialiser», a analysé le chercheur postdoctoral catalan Marc Sanjaume, affilié à l'Université du Québec à Montréal, quand Le Devoir l'a joint à Barcelone. «Le bipartisme entre les conservateurs et les socialistes vient de tomber de façon assez claire. Même si, ensemble, les deux partis récoltent plus de 50% des voix, ils sont loin d'avoir une majorité ou une majorité absolue, comme ça s'est vu dans le passé. C'est un changement énorme.» En 2011, le PP avait récolté 45% des suffrages et le PSOE, 28,7%.

## L'Espagne dans l'incertitude

L'Espagne, qui n'a pas une tradition de gouvernements de coalition au niveau étatique, est désormais plongée dans l'incertitude. Des jours ou des semaines de négociations pourraient être nécessaires pour décerner qui gouvernera le pays. Il sera extrêmement difficile pour le PP de former un gouvernement, prédisent déjà les observateurs.

Même si le parti de Mariano Rajoy s'unissait avec Ciudadanos, son allié le plus naturel, il n'obtiendrait pas la majorité. Un scénario du type «coalition de perdants», entre le Parti socialiste, le Ciudadanos et le Podemos, est évoqué, même si le premier ministre sortant a annoncé qu'il allait tenter de former un gouvernement.

«C'est une victoire du PP, mais il pourrait se produire quelque chose d'insolite en Espagne, que le vainqueur finisse par ne pas gouverner», a ainsi observé Jordi Matas, professeur de sciences politiques de l'université de Barcelone, en entrevue à l'Agence France-Presse.

«Le Parti populaire sortant a été réélu, mais avec une minorité seulement, ce qui le

place à risque qu'une alliance le chasse du pouvoir», a aussi estimé Marc Sanjaume.

Chose certaine, l'instabilité politique n'annonce rien de bon en Espagne, où environ le quart de la population sont au chômage. «C'est sûr que demain [lundi] matin, les marchés vont tomber. On mettra donc de la pression sur les deux grands partis pour qu'ils forment une coalition», a prédit M. Sanjaume.

Le problème, c'est que les nouveaux partis «n'ont aucun bénéfice» à tirer d'une alliance avec les vieux partis, selon le politologue. «Ils sont là pour changer la politique, et non pas pour faire élire le président que l'on vient d'avoir», a-t-il souligné.

A preuve, le chef de Podemos, Pablo Iglesias, a annoncé que «l'Espagne ne sera plus la même, et nous en sommes très heureux».

## Et la Catalogne ?

En Catalogne, le parti Podemos arrive en tête, faisant passer le pouvoir à gauche. Mais devant l'attitude fermée des deux grands partis à leurs ambitions souverainistes, les Catalans ne se font pas d'illusions. «L'espoir d'un gouvernement espagnol prêt à reconnaître le droit de décider du peuple catalan reste un rêve», a déclaré M. Sanjaume.

En campagne, l'argument anti-indépendance de la Catalogne a été maintes fois utilisé. «Les socialistes évoquent le manque de solidarité des Catalans avec le reste de l'Espagne. Les conservateurs disent que les Catalans brisent la loi ou empêchent la paix», a résumé le chercheur.

Selon lui, le scénario idéal serait un inspiré du mouvement indépendantiste écossais, avec un gouvernement espagnol prêt à essayer la voie de la négociation. «Si ça n'arrive pas, les souverainistes catalans auraient à suivre la voie de l'unilatéralité», a-t-il prévenu.

«Mais c'est très compliqué.»

Avec l'Agence France-Presse  
Le Devoir

## HIVER

SUITE DE LA PAGE 1

urbaines, en rupture avec cette nordicité plus rurale, plus pittoresque dont les contours ont été tracés dans l'ancien temps par le géographe Louis-Edmond Hamelin, les artistes Jean-Paul Lemieux, Cornelius Krieghoff ou encore l'historien Carl Berger pour habiter durablement notre imaginaire collectif. Elle est aussi plus jeune et s'incarne dans le développement récent de spectacles en plein air peu importe la température extérieure, dans l'émergence du vélo d'hiver, dans l'avènement du spa nordique à la Québécoise — plus élitiste, moins familiale qu'en Scandinavie, plus ésotérique aussi! — ou dans la mise en lumière en hiver de la ville par des projets d'art immersif, comme Luminothérapie du Quartier des spectacles, pour tirer profit d'un voile noir restant longtemps sur la ville et sur lequel il est finalement possible de projeter sa nordicité.

«L'idée est de transformer l'hiver en valeur ajoutée pour la culture, pour le vivre-ensemble, pour la vie en ville, dit M. Chartier. Ces événements ne sont pas non plus liés à un folklore, mais plutôt à une urbanité plus contemporaine, ce qui confère à cette autre façon d'aborder la nordicité ce caractère nouveau.»

## Clivage générationnel

Le changement d'attitude était sans doute écrit dans la neige. Alors que la génération des Trente Glorieuses et de la Révolution tranquille s'est construit un imaginaire nordique teinté par la montée de la consommation de masse et forcément en opposition avec ses représentations provenant surtout du sud, de la chaleur de la Californie, des climats moins rigoureux et concevant l'hiver comme une plaie, une aberration, une entrave à la libre circulation des biens et des capitaux, l'urbain contemporain, lui, est ailleurs. Élevé aux préoccupations écologiques et environnementales, au café équitable et à l'achat local, il préfère appréhender sa nordicité sous l'angle du territoire et du milieu de vie auquel il faut s'adapter. L'un a rêvé d'un condo en Floride six mois moins un jour par année, l'autre de cabanes dans les arbres, avec chauffage au bois, de chambre dans un hôtel de glace, de ski de fond dans la ville, de marché extérieur, tout comme d'intérieurs confortables pour regarder aussi l'hiver à travers les vitres d'une maison et «leurs

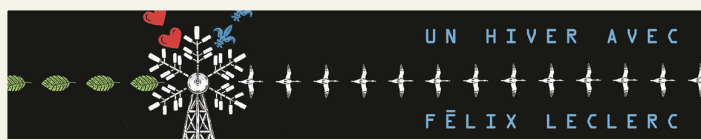


RADIO-CANADA

## Un hiver avec Félix Leclerc

Le p'tit bonheur, Moi, mes souliers, Bozo, Les soirs d'hiver... 65 ans plus tard, l'œuvre de Félix Leclerc, amorcée en 1951 avec l'album *Félix Leclerc chante ses derniers succès* (Polydor) et un Grand Prix du disque de l'Académie Charles-Cros en France pour sa chanson *Moi mes souliers*, peut-elle éclairer la complexité de notre présent?

Découvrez-le en passant tout Un hiver avec Félix Leclerc, une série inédite du *Devoir* qui, à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 21 mars prochain, va explorer sporadiquement des enjeux sociaux, politiques et culturels du Québec contemporain tout en faisant un clin d'œil à l'artiste. L'exclusion sociale, le bonheur au temps du numérique, la mise en marché de la musique, la foresterie, la nordicité... Plusieurs plumes, dont celle de Jean Dion, Jean-François Nadeau, Odile Tremblay, Fabien Deglise, Manon Dumais, Eric Desrosiers, Sarah R. Champagne ou François Desjardins, vont prendre part à cette aventure pour vous raconter, une fois par semaine, ce présent en mutation tout en convoquant discrètement l'esprit, l'art et la mémoire de cette figure importante de notre passé.



## Un hiver avec une illustration

Une éolienne rencontrant un flocon de neige, un cœur, une fleur de lys et une oie sauvage, survolant sans doute une île d'Orléans... le bédéiste et illustrateur Marsi a accepté de conjuguer son univers graphique au temps de notre série Un hiver avec Félix Leclerc. Son trait simple et élégant est à l'origine pour le moment d'une production modeste dans le domaine du 9<sup>e</sup> art: *Miam miam fléau* (2009) et *Colis 22* (2014) publiés chez La Pastèque. Marsi, qui a fait ses premières armes dans le design et le dessin animé, est un admirateur d'Alex Colville.

jardins de givre».

Et quand la neige se fait attendre, comme dans les dernières semaines, quand la douceur de décembre se fait anachronique, le premier s'en réjouit, alors que l'autre râle...

## De l'extérieur à l'intérieur

«La question de l'adaptation à l'hiver s'est déplacée de la campagne à la ville, mais également de l'extérieur vers l'intérieur, dit M. Chartier. Vivre sa nordicité, c'est également favoriser le design intérieur avec un éclairage adapté, pour avoir le plaisir de s'y retrouver en famille, entre amis», une pers-

pective nouvelle, selon lui, inspiré, entre autres, par la Scandinavie à laquelle le Québec jeune, connecté, voyageur et contemporain aime de plus en plus se comparer et surtout se reconnaître.

Selon lui, dépasser l'exaspération que peuvent nourrir les bulletins météo des temps froids avec leur tonalité affligée et leur vocabulaire fataliste, pour transformer en fierté le fait de vivre dans l'hiver, relève désormais «de l'ancrage». «C'est une façon d'assumer, mais également d'afficher une certaine excentricité, poursuit l'universi-

## Les soirs d'hiver

Par Félix Leclerc

Les soirs d'hiver, ma mère chantait  
Pour chanter le diable qui rôdait;  
C'est à mon tour d'en faire autant  
Quand sur mon toit coule le vent.

Parler de près, d'amour, d'enfant,  
De soleil d'or sur les étangs,  
C'est son langage que je copie  
fidèlement:  
Poulette grise, Noël,  
Fanfan;  
Le roi Henri, Sylvie,  
Isaban;  
Sous chaque note, un peu de sang,  
«J'en suis l'auteur», m'a dit Satan.  
«Quand elle chantait, ta mère pleurait  
Parce qu'on tuait le canard blanc,  
Brisait l'écorce, prenait le fruit,  
Se joue ainsi...»

Les soirs d'hiver, ma mère chantait  
Pour chasser le diable qui rôdait;  
C'est à mon tour d'en faire autant  
Quand sur mon toit coule le vent.

taire. La normalité d'une vie dans un climat chaud et humide est inscrite avec force dans les imaginaires puisque c'est une condition de vie partagée par la plus grande partie des habitants du globe. Seulement 3 ou 4% de la population mondiale vit dans un climat froid, heureusement d'ailleurs, parce que la pression énergétique pour adapter plus de monde à ce climat serait insoutenable», ajoute-t-il en souriant.

«Ca nous distingue des autres, donc et ça peut aussi nous conférer des avantages par rapport aux autres, surtout quand on réussit, comme l'Islande, à démontrer les avantages d'un tel climat, du froid, de la neige, de différences fortes entre les saisons...». Des avantages d'une nordicité impossible à partager sans être apprivoisés, et qui pourraient bien être sur le point de reconfigurer le Québec, en confirmant son caractère distinct, oui, mais avec une autre forme d'excentricité.

Le Devoir

## DONNER

SUITE DE LA PAGE 1

Au fil des ans, il a aussi soutenu la persévérance scolaire et la littératie financière, tout en présidant des campagnes de financement pour la Fondation de l'Hôpital Sainte-Justine et l'organisme Centraide.

Selon lui, tout le monde peut — et devrait — apporter sa contribution, à sa façon. «Comme citoyens, nous sommes habitués à nous dire qu'on a des droits. J'aime aussi penser qu'on a des devoirs qui viennent avec. On ne peut pas vivre en démocratie, avec les privilèges et les droits que ça comprend, sans aussi se demander si on a des devoirs envers cette société qui nous donne ces droits-là.»

Depuis plus de dix ans, les sondages effectués annuellement par l'Institut Fraser indiquent que les Québécois donnent moins que les habitants de toutes les autres provinces canadiennes, si l'on se fie uniquement aux dons de bienfaisance privés qui apparaissent sur les déclarations de revenus des particuliers.

L'Institut Mallet, qui promeut la culture philanthropique au Québec, fait cependant remarquer que les Québécois ne déclarent pas tous leurs dons et que plusieurs offrent du temps plutôt que de l'argent. Cela dit, son plus récent sondage effectué cette année révèle que seulement 50% des Québécois s'impliquent régulièrement en donnant de leur temps, leurs biens, leur argent ou plusieurs formes de dons à la fois.

Sur une note plus positive, les données publiées la semaine dernière par Statistique Ca-

## L. Jacques Ménard en cinq dates

- 1946** Naît à Chicoutimi.
- 1992** Copréside la campagne de financement de Centraide du Grand Montréal.
- 2001** Devient président de BMO Groupe financier au Québec.
- 2006** Accède à la présidence du conseil d'administration de BMO Nesbitt Burns.
- 2012** Reçoit la médaille d'honneur de l'Institut de cardiologie de Montréal en reconnaissance de son engagement philanthropique.

nada indiquent que le montant total des dons versés à des organismes de bienfaisance ou sans but lucratif a augmenté de 35% au Québec entre 2004 et 2013, pour atteindre 1,4 milliard. Cette progression est toutefois inférieure à celles observées en Saskatchewan (54%), au Manitoba (48%) et en Colombie-Britannique (47%).

L. Jacques Ménard sait que le Québec n'a pas toujours bonne presse lorsqu'on parle de dons de bienfaisance et il devine pourquoi la province tire de l'arrière dans certains classements. «Ma génération a fait plusieurs choses, mais on a été gâtés par un milieu institutionnel auquel on s'est fié pendant longtemps.» Il constate que le filet social n'est plus ce qu'il était, mais il se réjouit de voir des jeunes prendre le relais en donnant du temps et des idées.

«Pour moi, la philanthropie est une question



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

L. Jacques Ménard a été notamment très actif dans le dossier de la persévérance scolaire.

de choix, affirme-t-il. C'est un choix de vie, une façon de penser qui émane en grande partie de l'éducation que tu as eue, de l'environnement dans lequel tu as été élevé et des expériences que tu as pu avoir.»

## Les pieds sur terre

Élevé dans un milieu modeste, d'abord à Chicoutimi puis à Montréal, L. Jacques Ménard se souvient qu'il a rapidement eu envie de se rendre utile. «J'aimais m'occuper des autres et sentir que j'avais un impact dans leur vie. J'ai senti ça assez jeune», raconte-t-il. Les scouts, l'éducation catholique: M. Ménard explique qu'il a en quelque sorte été «costé» pour «vivre une vie de service».

Au milieu de la vingtaine, il accepte de prêter main-forte à Oxfam-Québec, une organisation fondée par son ami Raymond Bachand. Il s'agit

pour lui d'une première expérience au sein d'un organisme de bienfaisance, qui en précéderait bien d'autres.

«Dans mon cas, ça m'a permis de garder les pieds sur terre et de ne pas perdre le contact avec la réalité très changeante de la communauté et du milieu dans lesquels je vis», note-t-il.

Certains diront qu'il est facile pour le grand patron d'une banque de faire preuve de générosité. Que son implication offre une belle visibilité à l'institution financière qu'il dirige. Mais quand on lui soumet l'argument, il sourit. «Je ne me rappelle pas d'avoir gagné de clients à cause de ça. Je faisais ça quand j'avais 24 ans et aujourd'hui, j'en ai 69. J'ai fait ça quand personne ne savait que j'existais, souligne-t-il. J'aimerais qu'il y ait plus de gens de ma génération, dans des conditions identiques aux miennes, qui fassent ce que je fais.»

## Impact réel

«Je pense qu'on a à tout le moins une influence aux limites de notre quartier, de notre milieu ou du toit qu'on a au-dessus de la tête, poursuit-il. Quand j'entends les gens dire qu'ils n'ont aucune influence, c'est qu'ils se sous-estiment.»

À ceux qui lui demandent par où commencer, L. Jacques Ménard leur conseille de choisir une cause qui les interpelle et d'arrêter de se regarder dans le miroir. «On sait de quoi on a l'air, mais on ne connaît pas assez bien les traits des autres.» Parce que donner, insiste-t-il, c'est d'abord et avant tout porter attention à des réalités qui se trouvent sous nos yeux, mais qu'on ignore, volontairement ou non.

Le Devoir

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

## La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541  
Par courriel [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-3360

## Publicité

Au téléphone 514 985-3399  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305  
Par télécopieur 514 985-3390

## Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344  
Par courriel [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-3340

## Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322  
Par télécopieur 514 985-3340

## Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-5967

## Agenda culturel

Par courriel [agenda@ledevoir.com](mailto:agenda@ledevoir.com)